

Questions orales

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, si je ne m'abuse, mes fonctionnaires et certains représentants de Shell et du consortium ont déjà eu plusieurs entretiens. Je me suis moi-même entretenu avec le président de Shell. Je crois savoir qu'à l'heure actuelle, les principales négociations se déroulent au sein du consortium lui-même.

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Le ministre me ferait-il l'honneur d'examiner une proposition que j'avais faite à propos de Syncrude au ministre des Finances d'alors, l'honorable John Turner, au sujet de la possibilité de financer un tel projet à beaucoup moins de frais pour les consommateurs qu'à l'heure actuelle? Ses fonctionnaires lui ont-ils fait part de cette proposition?

M. Gillespie: Je n'ai pas vu la proposition présentée par le député à ce moment-là. Je l'examinerai volontiers s'il veut bien me la soumettre.

LES BARÈMES FISCAUX, LA COMMERCIALISATION ET L'EXPORTATION DES PRODUITS DES SABLES BITUMINEUX

M. Paul Yewchuk (Athabasca): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre s'il s'est entendu avec la Shell Oil sur les questions de barèmes fiscaux, de commercialisation et de l'exportation de ses produits au cas où cette société déciderait de réaliser ce projet. Je crois comprendre que parce que ces questions n'avaient pas été réglées, la société n'a pas encore pu décider si elle devait se lancer dans ce projet et à quelle date. Le ministre devrait peut-être clarifier maintenant la situation à ce sujet.

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, toute une gamme d'options a été discutée avec de hauts responsables de la société Shell mais aucun engagement n'a été pris à cet égard.

M. Yewchuk: Monsieur l'Orateur, le ministre pourrait-il nous dire quand il pense pouvoir se décider et s'engager fermement auprès de cette société afin de créer le genre de climat de stabilité propice et nécessaire à la réalisation de ces projets si importants pour le pays à long terme?

M. Gillespie: Les discussions se poursuivent. J'espère que nous parviendrons à un accord dans un avenir relativement proche.

* * *

L'INDUSTRIE

TEXTILES—LE NOUVEAU RÉGIME D'IMPORTATION ÉTUDIÉ AU GATT

M. J. R. Ellis (Hastings): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce et elle

[M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain).]

porte sur les négociations du GATT, en particulier celles qui concernent les vêtements. Je voudrais vous lire une phrase tirée du *Financial Post* daté de demain. La voici:

Le nouveau régime d'importation, dont les détails ont été communiqués confidentiellement aux responsables de l'industrie du textile et du vêtement par les négociateurs canadiens semble avoir reçu l'approbation d'un manufacturier, en particulier dans le secteur primaire du textile.

Je voudrais demander au ministre si ces nouvelles sont vraies et si tel est le cas, quelles sociétés ont reçu ces renseignements privilégiés, et si effectivement des sociétés les ont reçus, sur quels critères s'est-on fondé pour les leur communiquer plutôt qu'à d'autres ou même encore aux députés?

L'hon. Jack H. Horner (ministre de l'Industrie et du Commerce): Cette phrase fait allusion aux négociations qui se déroulent actuellement avec sept des principaux exportateurs de textiles au Canada, dont la part représente environ 80 p. 100 de nos importations dans ce domaine. Des négociations se poursuivent actuellement avec ces sept pays, et c'est ce à quoi cette phrase tirée de l'article fait allusion.

M. Ellis: Nos négociateurs canadiens font-ils part aux producteurs des autres pays de nos plans aux négociations du GATT, sans communiquer ces renseignements aux producteurs canadiens?

M. Horner: J'ai cet article en main. Le député parle des négociations du GATT. Qu'il examine la première partie de l'article qui dit notamment:

La semaine dernière Ottawa a conclu un accord de trois ans avec la Corée du Sud, et comme les traités semblables conclus avec Hong Kong (officieusement), Taïwan...

La liste nomme ensuite les Philippines, la Chine, la Pologne et la Roumanie. C'est de ces négociations que parle l'article, dans la dernière partie où se trouve la phrase que le député a citée, et non des négociations du GATT.

* * *

LES PARCS NATIONAUX

LA CRÉATION D'UN PARC À L'ÉTAT SAUVAGE AU YUKON

M. Stuart Leggatt (New Westminster): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Développement du Nord. Elle se rapporte à la création d'une réserve naturelle qui a été proposée plusieurs fois depuis les années 60, époque à laquelle les États-Unis ont proposé d'en instituer de concert avec le Canada. En Alaska, les Américains ont déjà consacré 74 millions d'acres à ce parc naturel.

Le ministre pourrait-il nous expliquer pourquoi le gouvernement n'a pas suivi le mouvement, malgré les recommandations de la Commission Berger et les pressions qu'exerce le gouvernement américain depuis les années 60?